

La prévention du crime

PAR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

gros plan sur le Manitoba et la Saskatchewan

Au-delà de la Loi et de l'ordre

Marchez dans les rues principales de Saskatoon et vous y verrez des graffiti avec des messages du genre «mon club est meilleur que les Crips et les Bloods». C'est un signe des temps qui changent dans cette ville tranquille des Prairies, maintenant affligée par une montée croissante de gangs de jeunes qui s'étendent au-delà des centres urbains traditionnellement plus endurcis de Winnipeg et Regina.

Les statistiques sont alarmantes. Selon un rapport de police récent, la Saskatchewan avait eu le taux de criminalité le plus élevé au pays depuis 1997. Bien que le taux de criminalité ait baissé dans l'ensemble du Canada au cours de la dernière décennie, il a augmenté de plus de 12% à Saskatoon.

Un épisode au tribunal pour jeunes de Saskatoon est révélateur : un jeune Autochtone est debout impassible tandis que le juge ordonne de le transférer dans un établissement pénitencier pour adultes. La veille, il avait attaqué des membres du personnel à l'établissement pour jeunes – les agents de police Lisa Lafrenière et Cam Dreaver, qui s'occupent de son cas sous le Serious Habitual Offender Comprehensive Action Program (SHOCAP) (programme pour délinquants récidivistes sérieux), sont d'accord qu'il l'a probablement fait pour obtenir son transfert. «C'est un grand symbole de statut – il faut avoir été incarcéré dans un pénitencier fédéral pour prendre des gallons dans les gangs», dit Dreaver.

«C'est un grand symbole de statut – il faut avoir été incarcéré dans un pénitencier fédéral pour prendre des gallons dans les gangs»

Avec des leaders de gangs sortant d'établissements pénitenciers, même les avocats, les juges et la



Agent Mike Orvath du programme de liaison avec les écoles des services de police de Saskatoon, avec une étudiante à Opening Doors.

avocats, les juges et la police de Saskatoon s'efforcent aussi de trouver un moyen de faire que la nouvelle Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents soit à la hauteur de son engagement de répondre aux causes qui sont à la source de la criminalité juvénile.

Par contre, la plupart des organismes communautaires que nous avons contactés à Winnipeg semblent avoir des relations glaciales avec le système judiciaire. Cependant, ils collaborent avec le secteur des affaires et développent des techniques efficaces pour prévenir l'implication dans les gangs (voir *Sortir de sa capuche*) et pour aider les jeunes à sortir des gangs (voir *Quand le «party» est fini*). Les deux villes offrent des modèles originaux d'éducation alternative (voir *Études rapides*) et de logement de soutien (voir *Un chez soi*), qui aident les jeunes à faire la transition d'une situation de crise à une occasion de s'en sortir.



police cherchent des solutions en dehors du système pénal. De plus en plus, ils se concentrent sur les problèmes sociaux qui sont à la base de l'activité criminelle, surtout dans la population Autochtone : une population de jeunes qui augmente rapidement; des familles pauvres, instables et fragmentées; une transition difficile de la vie rurale aux réalités urbaines; les séquelles des écoles résidentielles; et un environnement social qui semble souvent hostile quand ce n'est pas raciste.

Dans une ville qui a acquis une mauvaise réputation pour ses relations tendues entre la communauté Autochtone et la police, il est encourageant de voir des policiers travaillant en proche collaboration avec des travailleurs communautaires dans des projets de développement social gagnants de prix, comme Operation Help et l'équipe de surveillance de l'absentéisme scolaire (voir *Où sont nos jeunes filles?*), qui s'appuient sur des traditions Autochtones. Les



De gauche à droite : agente de probation Cheryl Vermette et agents Lisa Lafrenière et Cam Dreaver de SHOCAP.

DANS CE NUMÉRO :

- Au-delà de la Loi et de l'ordre 1
- Sortir de sa capuche 2
- Où sont nos jeunes filles? . 3
- Operation Help..... 4
- La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents . 5
- Un chez soi : bâtir sur des atouts à Winnipeg 6
- Études rapides..... 7
- Quand le «party» est fini .. 8

La Prévention du crime par le développement social est un bulletin publié par le Conseil canadien de développement social (CCDS) en collaboration avec la Stratégie nationale pour la prévention du crime (www.prevention.gc.ca)

Rédactrice : Janet Creery
Courriel : creery@ccsd.ca

Traduction :
Arlette Singuin

Conception graphique :
Bark Productions Inc.

CCDS
309, rue Cooper, 5^e étage
Ottawa, ON K2P 0G5
Tél : (613) 236-8977
Fax : (613) 236-2750

Ce bulletin est aussi disponible sur le site web du CCDS à www.ccsd.ca/cp/bulletin/index.htm

Tous droits réservés.

ISBN 0-88810-482-0

N^o de convention 40012390
de la Poste-publications

Retourner les numéros non livrés à :

Bulletin au CCDS
309, rue Cooper, 5^e étage,
Ottawa, ON K2P 0G5
Courriel : council@ccsd.ca



Sortir de sa capuche



Enfants et jeunes adolescents participant à des activités du Boys and Girls Club.

Au Freight House Boys and Girls Club dans un quartier mal famé du nord de Winnipeg, un épisode étrange s'est déroulé un après-midi de 1999. Un garçon s'est précipité dans le club, a réuni quelques autres gars à l'intérieur et ils sont tous sortis en courant dehors. Quelques instants plus tard, un jeune garçon gisait à terre, mort – coupable d'être vêtu des mauvaises couleurs dans ce quartier infesté de bandes de rue.

«C'est là que les jeunes ont commencé à avoir peur et à vouloir partir», dit Michael Owen, directeur exécutif du Winnipeg Boys and Girls Clubs.

Les organismes communautaires étaient prêts. Déjà en 1995, des coups de feu tirés d'une voiture passant devant la Rossbrook House, un centre d'accueil d'un quartier défavorisé, avaient choqué les travailleurs sociaux auprès des jeunes et les avaient fait se rassembler, dit Owen. Il avait localisé un expert sur les bandes de jeunes de rue au Boys and Girls Clubs of America, et le groupe avait obtenu un financement de United Way/Centraide pour l'inviter à venir faire une présentation. La Coalition of Community-Based Youth Serving Agencies (coalition d'agences communautaires au service des jeunes) était née et «après, tout est tombé en place», dit Owen.

Un peu plus tard, le Rotary Club les a contactés afin «d'élaborer quelque chose en vue de la prévention contre les bandes de rue» et la coalition a développé le «Rotary Leadership Circle», un programme d'été destiné aux jeunes de 10 à 15 ans. Ce programme leur donne une expérience d'emploi en faisant des services communautaires, pour lesquels ils sont récompensés à la fin de l'été avec une sortie supervisée de magasinage d'une valeur allant jusqu'à 200 \$. Des activités de loisirs complètent le programme.

Pour éloigner les jeunes des bandes de rue, «il faut développer des relations positives avec eux, leur faire preuve d'un intérêt réel et aider à leur insuffler un sentiment d'appartenance et d'espoir pour l'avenir» dit Owen.

Owen ajoute que la plupart des autres programmes de formation d'emploi commencent trop tard pour empêcher le choc culturel éprouvé par tant de jeunes Autochtones quand ils viennent s'installer à Winnipeg.

Les statistiques compilées par le club montrent qu'au début de l'année 2000, 112 membres avaient été identifiés comme étant à risque de s'impliquer dans des bandes de rue. En 2001, 62 de ces membres ne présentaient plus ces signes.

Un autre indicateur de la réussite du programme, dit Owen, c'est le changement d'un «comportement social replié sur soi». En 2000, le club avait dénombré 117 membres qui présentaient un comportement social introverti; un an plus tard, sur les 74 qui faisaient encore partie du club, 50 n'avaient plus de comportement anti-social.

«Chaque année, le programme du Rotary Leadership Circle a été évalué et d'après ce que nous en avons constaté, il a été très efficace», dit Owen.

Treize organismes orientés aux jeunes offrent maintenant le programme du Rotary Leadership Circle et plusieurs d'entre eux le complètent avec leurs propres programmes.

Le système judiciaire est un partenaire qui brille par son absence dans ces programmes de prévention. Owen dit que des représentants du ministère de la Justice ont contacté son club en vue de collaborer à un programme de prévention dans les écoles contre les bandes de rue, mais n'ont pas donné suite. «Je n'ai pas l'impression que nos services sont très valorisés par le système judiciaire», dit-il.

Pour consulter des programmes d'emploi à Winnipeg visant à la prévention contre les bandes de rue, voir le complément de cet article sur le sous-site de la prévention du crime à www.ccsd.ca

Voir aussi Winnipeg Boys and Girls Clubs à www.wbgc.mb.ca/;
Rossbrook House, www.wpgfdn.org/dyk/dyk_show.php?dykpage=dyk30.php,
et www.unitedwaywinnipeg.mb.ca/campaign/magen-stories.html.

Où sont nos jeunes filles?



Joceline Schriemer, qui a aidé à lancer et à gérer l'équipe de surveillance de l'absentéisme scolaire, en face d'un poste de police communautaire controversé à Saskatoon.

Chaque journée d'école, environ 1 000 élèves à Saskatoon font l'école buissonnière pour passer du temps dans la rue, selon le Comité Kids not in School de la ville. Les experts s'entendent à dire que les enfants qui ne sont pas à l'école sont beaucoup plus susceptibles d'être impliqués dans des activités criminelles – et pour les filles, ça veut bien souvent dire qu'une seule chose.

«Nous avons remarqué un lien dans les écoles des quartiers défavorisés du centre entre les filles qui font de l'absentéisme scolaire et celles qui sont victimes de prostitution infantile», dit l'agent de police Joceline Schriemer. Lorsqu'elle a comparé les dossiers scolaires des filles qui font l'école buissonnière à la liste des jeunes prostituées du centre de la jeunesse locale, elle a trouvé un recoupement de 56%. Elle a aidé à lancé l'équipe de surveillance de l'absentéisme scolaire (Absentee Assessment Team ou AAT) en 1999 pour répondre au double problème de l'école buissonnière et de la criminalité juvénile.

C'est un sérieux problème de trouver ces «jeunes cachés» dans une ville où la population d'adolescents est très mobile. «Je peux faire une recherche sur le numéro d'identification d'un véhicule et trouver sa plaque d'immatriculation, le modèle et la couleur de la voiture, même son propriétaire précédent – mais il n'y avait aucun registre provincial pour les enfants allant à l'école», dit Schriemer.

Les écoles elles-mêmes assument peu de responsabilité pour poursuivre les élèves qui font l'école buissonnière. «On n'a pas de mandat pour assurer que les enfants vont à l'école. Le mandat n'a pas été utilisé depuis 1956», dit le sergent Bob Peters, du service de liaison à l'école pour la police de Saskatoon. Les agences de services sociaux qui travaillent auprès des jeunes «ne considèrent pas l'absentéisme scolaire comme une question de protection» dit-il.

Pour répondre à ces lacunes, l'AAT a demandé au gouvernement provincial de créer un système de surveillance de fréquentation de l'école et a rencontré des représentants des commissions scolaires. Pendant ce temps, la recherche se poursuivait partout où et quand c'était possible. «Nous trouvions cinq ou dix enfants jouant au Nintendo chez quelqu'un», dit Lori Pulai, qui coordonnait l'AAT.

L'AAT collaborait avec d'autres groupes communautaires pour ramener les enfants dans le système scolaire, dit Pulai. «Ces enfants ont des besoins uniques – certains ont le syndrome d'alcoolisme foetal, par exemple – donc nous avons dû trouver ou créer des programmes adaptés spécialement à leurs besoins».

Ils ont aidé à ouvrir des écoles dans les centres d'accueil et ont convaincu le gouvernement provincial de donner des crédits scolaires pour les programmes d'apprentissage et de cours parentaux. Ils ont encouragé le développement de garderies sur place dans certains des établissements d'enseignement secondaire pour que les jeunes parents puissent continuer leurs études (voir Études rapides).

Mais ce n'était pas encore suffisant de retrouver ces enfants et de créer des programmes scolaires plus appropriés pour eux, dans des communautés où les problèmes sociaux sont profonds. Alors ils ont adopté une approche appelée Wraparound (entourage), inspirée

des traditions Autochtones, consistant à travailler avec les familles et les voisins ainsi que les jeunes.

Les modérateurs de Wraparound travaillent avec les familles pour assembler une équipe de soutien de membres de la famille élargie, d'amis et de voisins qui veulent aider. Ils ont aussi la participation de professionnels de divers services sociaux – «dans la plupart des cas, les familles n'étaient pas au courant des services disponibles», dit Pulai. Après avoir identifié les atouts, les besoins et les objectifs de la famille, l'équipe élabore un plan pour l'aider à réussir.

Le processus du Wraparound a donné des résultats impressionnants. Dans la deuxième année, il y avait une longue liste d'attente pour y participer. Une évaluation indépendante du projet a recueilli des commentaires favorables, comme «les familles réalisent qu'elles ont des atouts, ce qui augmente leur confiance en soi et leurs chances de réussite», et «la manière holistique de travailler avec la famille est beaucoup plus efficace que la méthode ponctuelle de travailler avec les enfants seulement».

En 2001, l'AAT a gagné un prix de service de police communautaire de l'Association internationale des chefs de police, et le comité spécial de la province pour prévenir l'abus et l'exploitation des enfants par le commerce du sexe a recommandé d'accroître le financement pour le projet. Schriemer a gagné le prix Educator of Distinction de la Saskatoon Preschool Foundation. Malheureusement cependant, le projet de l'AAT a été remis en question pour des questions de financement et par des difficultés à réunir différentes agences de services. Il a été décidé de terminer le programme à la fin de 2002.

«Dans sa façon de travailler, l'AAT et son processus de Wraparound menaçait trop les intérêts institutionnels», dit Denis Chubb, coordinateur du Regional Intersectoral Committee (RIC) qui a aidé à rassembler les partenaires du projet.

«On n'a pas de mandat pour assurer que les enfants vont à l'école. Le mandat n'a pas été utilisé depuis 1956»

Néanmoins, le projet a apporté des changements durables et positifs dans la communauté, d'après Chubb. Il indique que le ministère de l'éducation de la Saskatchewan a finalement établi une base de donnée commune sur la fréquentation scolaire des enfants et les départements des services sociaux à la personne explorent une relation de travail au niveau provincial. Il a bon espoir que les recommandations de Schools Plus, un rapport de 2001 qui encourageait les écoles à prendre un mandat plus large, seront finalement mises en application. Le Comité Kids Not In School continue de développer des programmes et des sites scolaires alternatifs pour encourager les jeunes à rester à l'école.

Le chef de police adjoint Dan Wiks aimerait que des programmes comme l'AAT soient intégrés dans les structures institutionnelles – et financées en conséquence. «Si ce n'est pas intégré, c'est destiné à la faillite» dit-il.

Pour les intervenants sur le terrain, le rythme des changements institutionnels semble impitoyablement lent. «Combien de fois devons-nous avoir cette même conversation?» demande Schriemer. «Nous savons que les enfants qui ne sont pas à l'école sont un énorme indicateur. Nous avons besoin de plus que de l'argent de démarrage, plus que de projets à court terme. J'ai connu certains de ces enfants depuis sept ans et maintenant ils sont morts – ou elles sont dans la rue en train de faire des pipes pour 25 \$».



Étudiants à l'école Opening Doors, où Schriemer a amené certains des jeunes cachés qu'elle a trouvés pendant qu'elle travaillait avec l'équipe de surveillance de l'absentéisme scolaire.

operation HELP

Un soir passé avec la brigade des mœurs de Saskatoon remet en mémoire la sombre réalité des vieilles méthodes de traiter la prostitution. Trois voitures civiles de la brigade font le tour du centre-ville, en cherchant une «cible». En quelques minutes, les agents ont repéré quatre ou cinq femmes faisant leur métier, malgré la température glaciale et les rafales de neige.

Ils se concentrent sur une des femmes, qui monte dans la voiture avec le supposé «client». Les agents dans les autres voitures écoutent attentivement dans leurs écouteurs électroniques la négociation d'un tarif. Dès que la «solicitation aux fins de prostitution» a été établie, ils font signe à une voiture de police en attente de passer à l'action et procèdent à l'arrestation. La femme, dans le début de la vingtaine, proteste de son innocence, mais l'agent en uniforme lui passe les menottes et l'emmena.

Dans le passé, cette scène était répétée inlassablement, mais sans aucun effet apparent sur le métier ou sur la vie des prostituées en particulier, dit l'agent Randy Huisman, de la brigade des mœurs du service de police de Saskatoon. «Elles payeraient leurs amendes en faisant des passes. Elles pourraient être envoyées à un centre correctionnel pour quelques mois, puis retourneraient tout droit à la prostitution. On n'enlevait personne du trottoir».

Une intervenante de service d'approche, Beth Woroniuk, ne mâche pas ses mots : «Ils ne faisaient que persécuter la victime». Reconnaisant que les travailleuses du sexe sont vulnérables et ont besoin d'aide, le centre pour jeunes Egadz leur fournit des condoms, des vêtements, des boissons chaudes – et un feuillet sur les délinquants violents qui donne la description des hommes qui ont blessé ou harcelé des prostituées.

Il y a cinq ans, lorsque les agents Randy Huisman, Tim Korchinski et Grant Obst se sont joints à la brigade des mœurs, Egadz avait une relation très tendue avec la police, se souvient Bill Thibodeau, directeur exécutif d'Egadz. «Les nouveaux agents sont venus nous voir pour nous demander si nous voudrions collaborer à une école pour les 'clients'», dit Thibodeau. «Nous avons répondu 'et pourquoi pas une école pour les filles? Pourquoi ne pas traiter ces femmes avec un peu de considération et de respect?' Au début le ton de la discussion montait et montait».

Néanmoins, les nouveaux agents de la brigade des mœurs ont commencé à venir régulièrement prendre un café pour discuter avec Don Meikle, le coordinateur du service d'approche d'Egadz. Meikle les a finalement mis au défi de revoir leurs dossiers pour vérifier s'il y avait jamais eu quelque changement en utilisant leurs vieilles méthodes d'agir – et ils ont reconnu que ça ne changeait rien d'arrêter les prostituées. Au cours des prochains mois, ils ont devisé des plans pour «Operation Help» sur des serviettes de table pendant leurs rencontres autour d'un café.

Huisman, Korchinski et Obst savaient que leur idée serait difficile à vendre au service de police et aux éventuels bailleurs de fonds, mais finalement en avril 2001, ils ont reçu un financement pour le programme de la part du ministère de la Justice et des Services sociaux de la Saskatchewan.

La brigade des mœurs conduit encore des «embuscades» pour arrêter des travailleuses du sexe, mais maintenant les agents amènent les femmes – en général des adolescentes, souvent des Autochtones – dans un cercle de soutien au poste de police. Le cercle est composé d'un ancien des Premières Nations, d'un conseiller juridique bénévole, d'une représentante des Services sociaux et d'une représentante d'Egadz. On donne aux femmes le choix d'être inculpées ou d'avoir recours au soutien des membres du Cercle pour quitter le commerce sexuel. Presque toutes acceptent de coopérer. La nuit même, elles commencent à deviser des plans pour s'en sortir.

La brigade des mœurs dit en blaguant que les femmes quittent alors le commerce du sexe, retournent à l'école, vont à l'université, obtiennent un diplôme de médecin ou d'avocat et ouvrent leur cabinet dans le quartier Ouest de Saskatoon. «En fait», dit Huisman, «ce sont de petites réussites que nous recherchons». Il dit qu'environ une demi-douzaine de femmes sont retournées à l'école et ont eu leur diplôme de fin du secondaire. D'autres ont reçu de l'aide pour traiter leurs



Agents Randy Huisman, Tim Korchinski et Grant Obst, d'Operation Help

toxicomanies et des troubles de santé, et ont été aiguillées vers des agences appropriées de services sociaux et de logement décent. Encore plus important, certaines ont pu s'échapper de proxénètes violents – et les faire mettre sous les verrous.

«D'après l'information donnée au cercle un soir, nous sommes allés arrêter un proxénète qui avait jeté cette femme par la fenêtre», dit Huisman. Sous la protection de la police, des femmes qui étaient auparavant trop effrayées pour témoigner parlent maintenant ouvertement.

«La police est désormais en mesure d'inculper et de faire condamner des gens coupables de proxénétisme ou d'avoir des relations sexuelles avec des mineures», confirme Thibodeau.

Operation Help a été «un acte de foi» dit Thibodeau. Il dit qu'au début, Egadz a perdu une partie de la confiance qui avait été bâtie dans la rue, mais ce problème s'est estompé à mesure que les prostituées ont commencé à voir les policiers comme leurs protecteurs, au lieu de leurs persécuteurs. Plusieurs prostituées se sont maintenant jointes au programme de leur propre initiative.

Les organisateurs estiment que leur programme fait épargner des millions de dollars au gouvernement. Le programme a reçu une mention honorable au Prix national du maintien de l'ordre

dans le domaine de la justice pour les jeunes (ministère de la Justice) et un prix de l'International Association of Downtown Business Associations.

Il ne faut pas s'étonner que des services de police de tous les coins du Canada et des États-Unis demandent régulièrement de l'aide à la brigade des mœurs de Saskatoon pour mettre en place des programmes similaires dans leur région. La police de Saskatoon leur donne toute l'information possible, dit Huisman, et jusqu'à présent, plusieurs projets pilotes ont été établis – mais autant que nous le savons, personne n'a été en mesure de reproduire Operation Help comme programme permanent.

Pour en savoir davantage sur Egadz Youth Centre, aller à www.egadz.ca/.

Pour des informations sur Operation Help du service de police de Saskatoon, voir <http://canada.justice.gc.ca/en/ps/yj/awards/hko.html> et www.city.saskatoon.sk.ca/police/administration/annual01.asp.



SERVICE D'APPROCHE



Kearny Healy reçoit ses clients dans un bureau rempli de plantes vertes et de dessins d'enfants.

La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

Il y a cependant des partisans de cette nouvelle méthode. «La première étape est toujours de rejeter la mauvaise solution», dit Kearny Healy, l'avocat d'aide juridique le mieux connu à Saskatoon. Dans un livre publié dernièrement, intitulé *Tough on Kids*, il affirme que la plupart des contacts avec le système judiciaire ne fait que pousser les jeunes vers une plus grande criminalité. Selon Healy, ce qu'il faudrait au lieu de cela «ce sont d'excellents soutiens faisant preuve de compassion» qui leur permettraient de devenir des membres productifs de la société.

La nouvelle Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents est entrée en vigueur sans fanfare le 1er avril 2003, mais elle s'est faite bruyamment entendre à Saskatoon, où la population des 15 à 24 ans a augmenté de 12% de 1992 à 2002.

La législation était destinée à répondre aux circonstances à la base de la criminalité juvénile : la réadaptation par le biais de programmes communautaires devait prendre la priorité sur les peines de prison. Mais la réalité sur le terrain ne s'avère pas aussi facile.

«Nous avons été frustrés depuis le 1er avril» dit Tim Velecotte, un travailleur social au programme de retour à l'école du centre pour jeunes Egadz. «Certains ont été inondés de dossiers, mais avec rien pour venir en aide aux jeunes. D'autres ont vu une baisse de leurs dossiers parce que les jeunes ne sont plus obligés de suivre leurs programmes».

Les représentants de la police sont d'accord. «Le but de la Loi est admirable», dit Don McEwan, chef adjoint des services de police de Saskatoon, «mais aucune infrastructure n'a été mise en place pour que ça marche. On renvoie les jeunes dans des milieux indésirables sans aucune sanction».

La Loi exige que la police donne un avertissement ou aiguille les jeunes vers un programme communautaire approprié avant de les inculper ou de les renvoyer à des sanctions extrajudiciaires. Le problème avec ça, dit le superintendant de police Gary Broste, c'est que «nous ne sommes pas des spécialistes d'évaluation initiale». D'après lui, cela peut prendre jusqu'à 18 mois rien que pour obtenir une évaluation des besoins – loin de l'engagement pris dans la Loi d'une «intervention en temps opportun».

«C'est un processus difficile de passer à la prochaine étape, qui est une étape de développement social», dit Healy. «Mais Saskatoon doit apprendre à inclure les jeunes Autochtones dans les débouchés économiques et sociaux».

La juge du tribunal provincial, Mary Ellen Turpel-Lafond, a encouragé le passage à cette prochaine étape. Lorsque les travailleurs des services sociaux ont dit au juge qu'ils ne pouvaient pas trouver de ressources adéquates pour répondre aux causes à la base de la criminalité d'un jeune inculpé, elle leur a ordonné de revenir au tribunal dans quelques semaines avec un aiguillage à un service approprié – ou elle enverrait une assignation de comparaître à leurs administrateurs. C'est un cas peu commun du système judiciaire de rappeler à l'ordre les services sociaux.

«Saskatoon doit apprendre à inclure les jeunes Autochtones dans les débouchés économiques et sociaux»

La police et les services communautaires ont travaillé en vue d'une solution. Peu après la mise en vigueur de la Loi, la police a eu une réunion avec la John Howard Society et le Conseil tribal de Saskatoon pour deviser un processus d'évaluation et d'aiguillage. Mais aucun des groupes n'avait les ressources suffisantes pour se charger du projet.

Ron Wilson, coordinateur juridique au Conseil tribal de Saskatoon, poursuit néanmoins le concept d'un centre d'information communautaire. Lors d'une table ronde sur ces questions en novembre 2003, il a conclu que «pour que la nouvelle Loi fonctionne, nous devons développer un processus d'évaluation, et identifier toutes les ressources et les outils disponibles».

Pour davantage d'information sur les Premières Nations, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, et les questions de prévention du crime, voir *Les discussions de table ronde de Winnipeg et de Saskatchewan sur le sous-site du CCDS sur la prévention du crime* à www.ccds.ca.

Voir aussi Justice Canada à <http://canada.justice.gc.ca/en/dept/pub/ycja/youth.html>.

Canadian Forum For Crime Prevention / Forum canadien pour la prévention de la criminalité

Reduced crime and victimization through evidence based prevention

Agenda for a Safer Canada

For more information and to join, please visit our web site:



Réduire la criminalité et la victimation par la prévention reconnue efficace

Agenda pour un Canada plus sûr

Pour plus d'information et devenir membre, visitez notre site Internet :

www.crime-prevention.ca



Rachelle Richards avec son fils, Kael, au Centre de soutien pour parents adolescents de Ma Mawi Wi Chi Itata.

Un chez soi : bâti sur des atouts à Winnipeg

Ma Mawi Wi Chi Itata, le plus grand centre autochtone urbain au Canada, a ouvert trois établissements résidentiels spécialisés et a doublé son personnel au cours des deux dernières années.

Michelle Boivin, la directrice des communications, dit que le secret de la réussite du Centre à Winnipeg est d'être fidèle à sa devise : « nous travaillons tous ensemble pour nous entraider ». Le Centre aide les

participants à identifier leurs propres capacités et des soutiens communautaires, et les encourage à donner en retour de leur temps et de leur énergie à leur communauté.

Le Centre de soutien pour parents adolescents de Ma Mawi est un exemple rayonnant de cette approche. Il fournit un environnement plein de soutien pour des mères de 14 à 17 ans, qui typiquement entrent au centre quand elles sont enceintes de trois mois et « passent leur examen de sortie » quand leur bébé atteint trois mois.

Des études montrent que le soutien communautaire pour les jeunes mères est crucial à la fois pour les adolescentes et pour leurs enfants, afin d'assurer un développement sain et leur éviter de dévier vers des activités illicites. Au Manitoba, 80% de la pauvreté est liée à la grossesse pendant l'adolescence, et plus de la moitié des mères adolescentes souffrent de dépression et d'un manque d'estime de soi. Selon une étude américaine, 90% des hommes en prison âgés de 19 à 35 ans sont nés d'une mère adolescente.

Au Centre, la première démarche de l'adolescente consiste à planifier une conférence familiale pour rassembler les gens à qui elle peut demander de l'aide pendant sa grossesse et pour élever l'enfant. « Beaucoup de ces filles pensent qu'elles n'ont personne sur qui compter, mais quand on parle, elles commencent à se rendre compte que ce n'est pas le cas », dit Boivin.

Une modératrice convoque la conférence familiale et aide les participants à identifier ce qu'ils sont disposés à faire. Idéalement, les futurs pères y participent et pour les aider à honorer leurs engagements, Ma Mawi offre un programme parental de 10 semaines aux jeunes pères.

« La peur, ne pas savoir quoi faire, comment créer un lien, ou les étapes du développement sont de véritables obstacles pour ces jeunes hommes », dit Denis Boulanger qui a développé et enseigne le cours. « Ils deviennent enthousiastes quand ils commencent à comprendre ».

Boulanger montre avec fierté la lettre d'un de ses élèves qui le remercie de l'avoir aidé.

« Les délinquants de gangs sont particulièrement susceptibles d'avoir été élevés par des mères seules », dit-il. « Maintenant, vous voyez de jeunes gars se promener avec des poussettes ».

À la résidence, chacune des futures mères a son propre appartement indépendant. Pour les premiers mois, elles mangent ensemble chaque soir et préparent les repas à tour de rôle. Après qu'elles réussissent cette phase, elles reçoivent de l'argent pour de la nourriture et autres produits essentiels, et elles préparent leurs propres repas avec une aide du personnel pour planifier leur menu. À mesure que la fin de leur séjour approche, le personnel commence à les aider à trouver un logement abordable et à planifier leur avenir.

Tout au long du programme, les jeunes femmes doivent se rappeler de remettre chaque mois un chèque factice pour le loyer et de faire leur lessive avec une allocation qui leur est donnée. Elles reçoivent des cours parentaux et ont accès à des services de soutien 24h sur 24.

Rachelle Richards, qui est entrée à la résidence en septembre 2002 et en est sortie en juillet 2003, attribue sa réussite actuelle au programme de Ma MaWi.

« Quand j'ai dit à mon père que j'allais avoir un bébé, il a dit 'ça y est, ta vie est finie'. Ce programme m'a fait réaliser que même enceinte, ou avec un bébé, ça ne veut pas dire que je ne peux rien faire. Ils m'ont poussée à continuer à aller à l'école, ce qui était une bonne chose – j'avais besoin qu'on me pousse ».



Michelle Boivin, directrice des communications à Ma Mawi Wi Chi Itata.



Garderie au Centre de soutien pour parents adolescents.

Elle est maintenant de retour au secondaire à temps plein et son fils a une place enviée dans la garderie de l'école. Rachel rend encore souvent visite à la résidence, et elle est heureuse de savoir qu'elle peut demander de l'aide n'importe quand.

Pour davantage d'information, voir le site de Ma Mawi Wi Chi Itata à www.mamawi.com, ou contacter Michelle Boivin à mboivin@mamawi.com.

Voir aussi le sous-site du CCDS sur la prévention du crime à www.ccsd.ca, pour un article sur un projet réussi de logement de soutien à Saskatoon.

Études rapides

A Saskatoon et à Winnipeg, c'est un défi énorme de garder les enfants à l'école. En réponse au problème, les agences communautaires ont établi des salles de classes dans ces centres pour jeunes et devant des magasins au centre ville – endroits où les adolescents se rassemblent naturellement. Ces programmes sont plus adaptés aux besoins des jeunes et comprennent des soutiens comme une garderie d'enfants et des services de counselling.

Étant donné que les jeunes ont beaucoup plus de probabilité de se mêler à des activités criminelles s'ils ne sont pas à l'école, ces écoles alternatives, qui fonctionnent à pleine capacité, constituent des initiatives de prévention du crime extrêmement efficaces.

SASKATOON

White Buffalo Youth Lodge : Classes d'école primaire et secondaire

À la White Buffalo Youth Lodge, des élèves du cours primaire et secondaire commencent et finissent chaque semaine avec une cérémonie traditionnelle d'un cercle Autochtone. Mais ces écoles d'une seule classe sont aussi organisées autour des réalités chaotiques de la vie moderne : une douzaine environ d'élèves peuvent obtenir un crédit complet en seulement 22 jours, donnant ainsi aux élèves qui déménagent fréquemment la satisfaction d'être en mesure de finir ce qu'ils ont commencé.

Les jeunes s'inscrivent souvent à l'école après avoir participé à des activités récréatives ou sportives au centre. Elles comprennent de la musique contemporaine, des chants et danses de pow-wow, de la boxe et du basketball, et des débats. Les élèves ont accès à une garderie d'enfants avec un bon personnel, des classes facultatives sur la santé et la nutrition et des anciens qui sont disponibles pour des conseils confidentiels. On s'attend à ce que les élèves suivent les cours pour un temps limité, puis passent à un programme régulier dans l'une des écoles locales.

Pour d'autres informations, voir le site web du Youth Lodge à www.sktc.sk.ca/whitebuffalo.htm.



Un candidat au programme Circle of Voices du Théâtre Autochtone de Saskatchewan, avec le directeur des communications Danny Fortier (à droite).

Troupe de théâtre Autochtone de la Saskatchewan

La Saskatchewan Native Theatre Company, la seule troupe de théâtre entièrement Autochtone au Canada, a été inaugurée il y a cinq ans par les célèbres acteurs Gordon Tootoosis et Tantoo Cardinal. Son programme Circle of Voices offre à 15 jeunes à risque un mentorat en cours de diction, d'art dramatique et d'arts techniques pour le théâtre. Sous la tutelle d'anciens, les jeunes partagent leurs histoires et des auteurs dramatiques professionnels en font des pièces de théâtre. Les participants montent alors la production. Certains d'entre eux poursuivent une carrière théâtrale, la plupart restent liés au théâtre comme bénévoles, et tous reçoivent un crédit du niveau d'école secondaire.

«Le plus important pour les jeunes c'est de trouver une orientation», dit Danny Fortier, le coordinateur des communications et du marketing pour le théâtre. Le côté négatif du programme est que pour être efficace, il doit rester petit, et beaucoup de demandes appropriées doivent être refusées. «On reçoit probablement 450 demandes pour les 15 postes», dit Fortier.

Pour d'autres informations, voir le site web du théâtre à www.sntc.ca/index.htm.

Opening Doors

Les élèves qui ne sont pas capables de s'ajuster aux écoles secondaires régulières ont trouvé de nouveaux débouchés à une petite école locale amicale qui s'appelle Opening Doors. Administrée par le conseil scolaire catholique – mais sans mandat religieux – l'école offre un modèle à l'ancienne, c'est-à-dire, l'école à classe unique. Une quinzaine d'élèves d'âges et de niveaux scolaires divers travaillent à leur propre rythme sous la supervision attentionnée mais stricte de leur professeur, Patti Sebestyen. Ils se réunissent pour un cercle quotidien d'échange et de discussion sur les événements du monde, et pour le déjeuner. Les élèves préparent, servent les repas et s'occupent de la cuisine à tour de rôle.

Pour d'autres informations, voir l'article sur Opening Doors (web uniquement) à www.ccsd.ca, ou sur leur site web à www.phoenix.bsd.sk.ca/sass/opening_doors.html.

Nutana Collegiate, une école secondaire avec de nombreux programmes de soutien, fait aussi partie d'un article pour le web uniquement à www.ccsd.ca.

WINNIPEG

Teen Stop Jeunesse

Pat Leblanc, qui dirige maintenant Teen Stop Jeunesse, était l'un des premiers diplômés du centre de mentorat qui avait débuté à la maison du Père Léger, un prêtre catholique dans le quartier traditionnellement francophone de St. Boniface.



Pat Leblanc avec des étudiants du cours pour adultes de Teen Stop Jeunesse.

Leblanc fait en sorte que l'école pour adultes du centre, qui offre un programme d'un an de diplôme pour adultes, conserve l'atmosphère familiale prônée par le Père Léger. Il indique fièrement que son école a les résultats les plus élevés de la ville en éducation adulte, ainsi qu'une liste d'attente considérable. Le besoin est clair, dit Leblanc : «32% de ceux qui vivent dans le quartier ont un niveau scolaire inférieur au secondaire 3».

Le centre reçoit le soutien d'une entreprise d'ordinateurs qui est locataire dans le même édifice et fait aussi partie du conseil d'administration du centre. En s'appuyant sur cette base, Leblanc a l'intention d'élargir le centre pour y inclure un programme de réinsertion en emploi et un centre de ressources pour les sans-abri et ceux qui sont à risque de le devenir.

Pour d'autres informations, voir www.unitedwaywinnipeg.mb.ca/programmes/agencies/t.htm

Rossbrook House

Rossbrook House a déménagé du sous-sol de Soeur Geraldine, où le programme avait commencé il y a 25 ans, pour aller dans une belle église rénovée. Mais il suit toujours son même principe «qu'aucun enfant qui ne veut pas être seul ne devrait jamais l'être», dit Lloyd Michaud, l'un des premiers participants du centre et maintenant son coordinateur. Il y a des programmes de formation en emploi, des programmes récréatifs après l'école, comme des films, de l'artisanat, de la musique et des tours en fourgonnette autour du quartier.

Les 24 élèves du début du secondaire, qui travaillent à leur propre rythme sous la supervision de deux professeurs, un assistant et un bénévole à temps plein, ont tendance à réussir très bien à l'école. Soeur Bernadette et Soeur Leslie dirigent le centre, mais il ne reçoit pas de financement de l'église et ne fournit aucune instruction religieuse, sauf pour des cérémonies autochtones de purification chaque matin. Il y a une longue liste d'attente pour le programme.

Pour d'autres informations, voir www.unitedwaywinnipeg.mb.ca/campaign/magen-stories.html.

Mettez-nous au courant de vos projets de prévention du crime par le développement social!

NOTRE NOUVEAU SITE INTERNET sur la prévention du crime, qui sera inauguré à l'automne 2004 (voir l'actuel sous-site de prévention du crime à www.ccsd.ca), comprendra une section dédiée à des projets dans tout le pays. Veuillez nous envoyer une description de votre projet avant le **1^{er} juin**, et nous l'afficherons dans la section Aux avant-postes de notre nouveau site. Voici ce dont nous avons besoin :

- ✓ le nom de votre projet
- ✓ le nom et l'adresse électronique d'une personne-ressource
- ✓ une brève description du projet (maximum 1 000 mots)
- ✓ lieu et envergure géographique de votre projet
- ✓ liens, le cas échéant, pour informations supplémentaires sur votre projet

INDIQUEZ aussi à quel(s) facteur(s) social(aux) s'adresse votre projet – si possible, en ordre de priorité :

- | | | | |
|---|--|--|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Éducation de la petite enfance | <input type="checkbox"/> Logement | <input type="checkbox"/> Loisirs | <input type="checkbox"/> Toxicomanies |
| <input type="checkbox"/> Emploi | <input type="checkbox"/> Revenu | <input type="checkbox"/> Réhabilitation | |
| <input type="checkbox"/> Exposition à la violence | <input type="checkbox"/> Quartier d'habitation | <input type="checkbox"/> Enseignement secondaire | |
| <input type="checkbox"/> Caractéristiques familiales | <input type="checkbox"/> Méthodes parentales | <input type="checkbox"/> Besoins spéciaux | |

ET de quelles considérations démographiques il tient compte, le cas échéant :

- | | | | |
|------------------------------|---|--|-------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Âge | <input type="checkbox"/> Origine Autochtone | <input type="checkbox"/> Groupe ethnique | <input type="checkbox"/> Sexe |
|------------------------------|---|--|-------------------------------|

Autre facteur ou considération, veuillez préciser : _____

VOUS POUVEZ AVOIR ACCÈS ÉLECTRONIQUE À CE FORMULAIRE À www.ccsd.ca/ProjectForm.pdf. Veuillez nous envoyer l'information sur votre projet avant le **1^{er} juin 2004** par courriel à media@ccsd.ca ou en envoyant une disquette à Janet Creery, Conseil canadien de développement social, 309, rue Cooper, 5^e étage, Ottawa (ON) K2P 0G5.



Troy Rupert (au fond à droite) avec membres du personnel et participants au cercle de tambour à Thunderbird House.

Quand le «party» est fini

La plupart de nos clients sont des jeunes hommes qui veulent se distancer du mode de vie des gangs de rue – mais c'est difficile parce que ce mode de vie de faire la fête continuellement les fascine et répond à beaucoup de leurs besoins», dit Troy Rupert, coordinateur du centre autochtone Thunderbird House.

Les gangs ne remplissent pas seulement les besoins matériels, mais répondent aussi à des besoins psychologiques plus profonds de respect et d'appartenance – des atouts cruciaux pour de nombreux jeunes Autochtones urbains qui se débattent avec un passé de familles éclatées, de pauvreté et de dislocation culturelle. «Ils ont l'air de durs à l'extérieur, mais au fond d'eux-mêmes beaucoup de ces gars sont très vulnérables», dit Rupert.

Pour les aider à bâtir cette force intérieure, les anciens conduisent des cérémonies de sudation (sweat lodges) et des séances de tambour, en utilisant des méthodes traditionnelles Autochtones de guérison spirituelle et de croissance interne. Larry, un des anciens, travaille avec deux roues de

médecine élaborées spécifiquement pour traiter les toxicomanies. Le programme du centre pour couvrir les tatouages s'occupe des manifestations externes d'affiliation à des gangs.

Une bonne partie de l'équipe du personnel à Thunderbird House ont eux-mêmes fait partie de gangs. «Leur message aux jeunes parle de souffrance et des conséquences de ce mode de vie, de la réalité», dit Rupert.

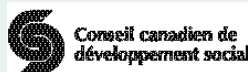
Beaucoup sortent des gangs – mais ce qui est difficile c'est de ne pas y retourner. «Devenir honnête signifie repartir à zéro et devenir modeste – accepter des petits travaux», dit Rupert.

La plupart des garçons voudraient retourner à l'école, mais ils ne peuvent trouver le soutien nécessaire. Les conseils de bande autochtones n'assument pas la responsabilité de financer l'éducation de leurs membres, dit Rupert : les Autochtones vivant hors des réserves perdent beaucoup des privilèges et des soutiens qui leur sont attirés. «Environ 50 à 60% du temps, ils ne peuvent trouver de financement pour aller à l'école, alors ils perdent patience et retournent à leurs vieilles habitudes», dit-il.

Pour faire passer la guérison à une nouvelle étape, Thunderbird House va bientôt ouvrir un «refuge de résidence sûre pour hommes» qui s'appelle Paa Pii Wak.

Pour en savoir plus sur Thunderbird House, allez sur leur site web à www.thunderbirdhouse.mb.ca/about_us.asp.

Êtes-vous membre du CCDS?



Sinon, vous devriez songer à prendre une adhésion de membre qui vous donnera de bons avantages, y compris des escomptes sur toutes nos publications et un abonnement gratuit à *Perception*.

Le Conseil canadien de développement social (CCDS) est l'un des porte-parole les plus respectés plaidant en faveur d'une meilleure sécurité sociale et économique pour tous au Canada. Organisme national indépendant à but non lucratif, à base de membres, le principal produit du CCDS est l'information et son activité essentielle est la recherche, centrée sur des domaines comme le bien-être des enfants et des familles, la sécurité sociale et économique, la prévention du crime, les personnes handicapées, et la pauvreté, entre autres.

Lorsque vous devenez membre du CCDS, vous vous joignez à un solide réseau d'individus et d'organismes de partout au pays. Vous pouvez aussi choisir la catégorie d'adhésion qui vous convient le mieux.

Pour devenir membre du CCDS, ou pour d'autres informations, veuillez contacter notre bureau au (613) 236-8977 ou par courriel à membership@ccsd.ca. Vous pouvez aussi prendre une adhésion en ligne à www.ccsd.ca